



Ville d'Antibes Juan les Pins

CONSEIL MUNICIPAL
séance du jeudi 15 décembre 2011

**GROUPE LA GAUCHE ET L'ÉCOLOGIE
POUR ANTIBES JUAN-LES-PINS**

05-4	BUDGET PRIMITIF 2012 - VILLE -
------	--------------------------------

Tout d'abord, je tiens à remercier les salariés du service finance qui ont accepté de nous recevoir en dehors de la commission, spécial budget où nous ne pouvions être présents.

Sur fond de crise, d'explosion des inégalités sociales et de baisse de confiance des français en l'avenir, nous devons nous poser la question si ce budget 2012 de la ville montre la volonté de la majorité municipale de protéger la population des effets dévastateurs de l'austérité ?
Est-ce que ce budget est une sorte de bouclier anti-crise pour les antiboises et antibois ?

Et bien non, ce n'est pas votre choix ...

Pour vous, la ville s'embellit, elle est en chantier et il n'y a jamais eu autant d'investissements et un soutien au plus fragiles ! Une histoire que vous nous racontez régulièrement ici comme une ritournelle.

Mais derrière ces chantiers, ces investissements que l'on appelle les grands travaux comme par exemple la salle de spectacle de la CASA dont vous allez faire payer le fonctionnement à la population d'Antibes, il y a la vie quotidienne des habitants de notre ville. Il y a des hommes et des femmes qui n'ont pas seulement besoin d'un beau décor mais besoin aussi que l'on réponde à leurs besoins.

Et c'est d'abord à cela que nous pensons !

Je pense :

- Aux plus de 1000 familles bénéficiaires des restos du cœur accueillies avec beaucoup de fraternité et de convivialité par des bénévoles dans des locaux vétustes et inadaptés. Le budget ne prévoit rien pour améliorer les bâtiments.
- Aux 284 SDF domiciliés au CCAS d'Antibes avec un foyer accueil du Fort Carré, certes très bien organisé avec un personnel particulièrement motivé et compétent mais qui ne possède que 32 places la nuit dans des bâtiments trop exigus et marqués par un côté provisoire de l'algeco. Le budget prévoit certes une petite augmentation du budget du CCAS mais aucun projet d'aménagement des lieux ne sont prévus.
- Aux familles qui ont toujours des soucis de garde d'enfants. Et vous continuez la politique très coûteuse de l'ACMA (aide au choix du mode d'accueil) au détriment d'investissement dans des structures collectives de type crèche. Et contrairement à

ce que vous dites, cette politique ne permet pas un choix libre mais souvent un choix par défaut !

- Aux enfants scolarisés dans des écoles en préfabriquées comme à Paul Doumer, au Ponteil, à Pont Dulys alors que le seul investissement prévu pour les écoles est une acquisition foncière pour une extension du groupe scolaire Jean Moulin. Cette extension, sans aucun doute nécessaire. Il faudrait sûrement accélérer vue les constructions et surtout ne pas voter la politique nationale de casse du service public de l'éducation qui ne fait que supprimer des classes !
- Aux petits commerçants qui souffrent aussi de la politique de rigueur et de la baisse du pouvoir d'achat des français et la seule réponse que vous leur proposez c'est une augmentation importante de la redevance d'occupation du domaine public.
- Aux personnes qui souffrent du mal logement ou de la cherté des loyers qui représente souvent 50% et même plus des revenus et ils vont malheureusement encore voir une augmentation de leur Taxe d'Habitation à cause d'une augmentation des bases de 2,5 %, augmentation qui nie la crise dramatique du logement dans notre pays et particulièrement dans notre département.
- Aux personnes à la recherche d'emploi en augmentation dans notre ville comme partout en France. Vous leur proposez un budget de la ville qui applique la politique de réduction du nombre de fonctionnaires et du développement d'emploi précaire comme l'a expliqué Gérard Piel tout à l'heure.

Et tout cela dans une ville qui a des moyens, il suffit de regarder les ratios de la première page du budget et le produit des impositions directe / population qui est en légère augmentation et très largement supérieur à la moyenne nationale, une augmentation des droits de mutation et une augmentation des taxes sur les jeux c'est-à-dire une augmentation des recettes.

Non, nous ne sommes pas **au théâtre** où **les acteurs** seraient les élus de l'UMP qui appliquent l'austérité, la rigueur en acceptant la baisse des dotations de fonctionnement de l'État, la réduction des dépenses publiques, les choix toujours plus importants de gestion en DSP ou partenariat Public-Privé ... tout cela en agitant la peur de la dette.

Le metteur en scène serait les banques qui refusent de plus en plus souvent les prêts aux collectivités territoriales ou qui aggravent la fameuse dette avec des intérêts hallucinants.

Il suffit de regarder l'annuité de la dette de la ville d'Antibes d'environ 17 M d'euros dont un peu plus de 50% d'intérêt.

Et **les spectateurs** seraient la population.

Ce ne sont pas nos choix, nous considérons que la ville d'Antibes a le potentiel financier pour répondre aux besoins de la population en faisant des choix différents.

Pour terminer, un petit mot sur la politique associative de la ville dont le montant des subventions est en légère augmentation et c'est tant mieux.

Par contre, nous contestons certains choix. Nous tenons à rappeler ici que nous refusons le financement par de l'argent public des associations culturelles et les écoles privées.